comme selon les Constitutions neceaires de l'Empire ; c'est un point essentiel qu'un pareil Etat doit reconnoître comme légitimes l'Empereur & la Diette ; j'ai rapporté les circonstances contenues dans ma dernière Lettre, uniquement dans la vûe de faire remarquer la différence de la conduite passée du Directoire de la Cour de Mayence ; & de celle qu'il tient à présent. L'année passée il rejetta ces protestations, entre autres raisons par celles du défaut de formalité, de l'absence du Comte de Kerenhuller, de son manque de légitimation, & de la translation de la Diette à Francfort, & à présent il passe par-dessus toutes ces considérations.

Vôtre Majesté paroît être dans le sentiment, que par cette proposition & par quelques autres démarches faites dans cette affaire, je supposerois le dessein d'exclure la Grande Duchesse de sa qualité d'Etat de l'Empire, & de l'usage qui lui en convient, ou de faire prendre une conclusion de l'Empire qui lui seroit contraire, & d'augmenter par-là l'aigreur aussi-bien que les griefs de la Cour de Vienne. Mais comme il ne s'agit point dans cette affaire des droits & prérogatives de ma Maison, mais de la gloire, dignité & autorité de l'Empire, qui m'ont été confiés, j'aime mieux m'exposer à tout que d'avoir à me reprocher quelque chose envers l'Allemagne, ma chère patrie. Et je suis persuadé que Vôtre Majesté, selon ses grandes lumieres & son zèle pour la patrie, fera dans le même sentiment que moi, qu'un Etat qui déclare ouvertement qu'il ne veut reconnoître ni l'Empereur ni la Diette, ne peut être, par les Constitutions de l'Empire, censé Membre de la même Diette, ni ses Ambassades reconnues légitimes, & admises comme telles, & il seroit encore plus contraire à la justice d'autoriser des écrits, qui anéantissent la dignité Impériale, aussi-bien que la
 légalité